

Cette fiche ressource n'a pas vocation à supplanter le travail des certificateurs Qualité, seuls à même de délivrer la certification qualité d'un CFA. Par contre, elle prétend préciser les attentes des Ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en tant que Ministères certificateurs, pour les CFA ayant fait le choix de proposer des diplômes sous leurs responsabilités. Elle constitue une proposition régionale.

Q7/E14

QualiOpi indicateur 7
Eduform indicateur 14

Le guide *ultime* en apprentissage

Mission « Information – Contrôle – Accompagnement pédagogique »

© Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Lorsque le prestataire met en œuvre des prestations conduisant à une certification professionnelle, il s'assure de l'adéquation du ou des contenus de la prestation aux exigences de la certification visée.

NB : La prestation doit être conforme au référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation de la certification visée.

Les enjeux

Respecter strictement le contenu du référentiel de certification et prendre appui sur les guides d'accompagnement pédagogique des diplômés pour mettre en œuvre les parcours de formation.

Cette fiche traite plus spécifiquement de la conformité de la prestation par rapport au référentiel du diplôme. Les CFA prendront également appui sur la fiche thématique [Maquettes pédagogiques](#) en apprentissage (grilles horaires, enseignements obligatoires, etc.).

Les thématiques de « l'adaptation » et de la multimodalité sont traitées dans la fiche [Q6E14](#).

Les points d'appui

- [Page internet Eduscol](#) portant sur le suivi des rénovations des diplômes professionnels.
- data.education.gouv.fr, la liste des diplômés en open data
- [Liste nationale](#) des coordonnateurs de la mission de contrôle pédagogique
- Dépliant de présentation de la région académique [pour les CFA privés](#) / [pour les EPLE publics et privés sous contrat](#).
- [Annuaire](#) des inspecteurs et des services des examens et concours
- Modèle de convention de formation en annexe du [Précis de l'apprentissage](#).
- [Article R6223-12](#) du Code du travail.

Fiches ressources régionales

- [Contrat d'apprentissage VS contrat](#) de professionnalisation
- [Maquettes](#) pédagogiques en apprentissage
- [Positionnement](#) pédagogique en apprentissage
- [Fiches d'auto-évaluation](#) (DGESCO) dont celles spécifiques sur la voie professionnelle : La [co-intervention](#) / Le [chef d'œuvre](#) / L'[accompagnement personnalisé](#) / La [consolidation des acquis](#) / La [préparation à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études](#)

Créée le : 18 juillet 2023

Dernière mise à jour : 14 octobre 2024

Les actions à conduire par priorités

- **Prendre l'attache du Rectorat** dès qu'un CFA propose dans son offre de formation un diplôme de l'éducation nationale (et notamment du [coordonnateur de la mission de contrôle pédagogique](#) des formations par apprentissage).
- **Pour la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'abonner aux FILS mensuels** afin de suivre l'actualité de l'apprentissage (et consulter très régulièrement les mises à jour des fiches ressources, de la foire aux questions et des pages régionales dédiées à l'apprentissage).
- **Recourir aux fiches conseils** dans le cas de doute(s) dans la mise en œuvre de formations visant des diplômés de l'éducation nationale (fiches disponibles sur les [horaires d'enseignement](#) / l'[aménagement](#) du contrat d'apprentissage / le [recrutement](#) d'un formateur).
- **Inscrire pleinement le CFA dans la mise en œuvre des dispositifs pédagogiques** issus de la transformation de la voie professionnelle et renforcés dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle :
La formation et l'évaluation par compétence, au cœur de la formation professionnelle. Plus de détail dans la fiche [Q5E12](#) ;
La réalisation du projet
A noter : la réalisation du projet succède au chef d'œuvre dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle. Référence : [Circulaire du 2-7-2024](#) - Réalisation du projet au baccalauréat professionnel et modalités d'évaluation à l'examen.
Les modules de fin de cycle en CAP et en bac pro : préparation à la poursuite d'études / préparation à l'insertion professionnelle (à généraliser au-delà à l'ensemble de l'offre de formation).

Les points de vigilance à respecter

- **Se référer aux textes réglementant** le contenu des enseignements professionnels et généraux pour chaque diplôme de l'éducation nationale (cf les pages suivantes). **Et s'assurer que toutes les disciplines d'enseignement** sont bien inscrites dans le programme de formation, dans le respect des contenus des référentiels de diplôme. Les intitulés des disciplines reprendront stricto sensu les termes des unités des épreuves à l'examen (par blocs de compétences, professionnelles et générales). **Veiller également à identifier scrupuleusement dans les emplois du temps des apprentis**, les unités certificatives (et non plus les disciplines d'enseignement) ainsi que les modalités pédagogiques portées par les référentiels (activités de projet, co-intervention, co-enseignement, ...).
- **Consulter avec attention la fiche** Contrat d'apprentissage VS Contrat de professionnalisation, pour repérer quelles sont les obligations fixées par le Ministère certificateur en la matière (certification en langue anglaise, PIX, etc.).
- **Recentrer l'ensemble des contenus et des modalités de mise en œuvre de la formation** sur l'objectif de maîtrise des compétences cibles des référentiels de formation (cf fiche [Q28E44](#)). Ce qui suppose : des progressions disciplinaires construites sur la base

d'un tableau stratégique de formation par compétences mettant en évidence les unités certificatives et les blocs et compétences associées.

- **Contrôler le respect des volumes horaires minimum d'enseignement** en CFA pour chaque diplôme cible et la durée du contrat d'apprentissage suivant le décret n°2020-624 du 22 mai 2020, **et l'équilibre rationnel des volumes horaires entre les disciplines d'enseignement** (se reporter à la fiche ressource [Maquettes](#) pédagogiques en apprentissage).

Les actions « remarquables » à valoriser ou à suivre

- **La transmission systématique et par simple précaution**, en appui de l'article R6223-12 du code du travail, d'une copie de la convention de formation et de la liste des formateurs (et leurs CV) à la mission chargée du contrôle pédagogique (au [coordonnateur régional](#) pour les formations visant des diplômes de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur : les certificats d'aptitude professionnelle (CAP), les baccalauréats professionnels (Bac Pro), les mentions complémentaires (MC), les brevets professionnels (BP), les brevets des métiers d'art (BMA), les diplômes des métiers d'art (DMA), les brevets de technicien supérieur (BTS), le diplôme de comptabilité et gestion (DCG), le diplôme supérieur de comptabilité et gestion (DSCG), le diplôme des métiers d'art (DMA) et le diplôme national des métiers d'art et du design (DNMADE) – lien avec la fiche [Q16E26](#).
- **Une fiche planning** qui permet une vision synthétique de la répartition mensuelle du volume horaire par alternance et par blocs de compétences (épreuves de l'examen), et une synthèse globale avec les volumes par blocs de compétences.
- **Des exemples de séances en co-intervention Mathématiques / Cuisine** (Source : [Sites nationaux de ressources](#) Hôtellerie-Restauration et Tourisme).

Précisions

SOMMAIRE

- Les [principales sources](#) : sites nationaux et académiques de référence, focus sur les enseignements généraux
- Les [enseignements obligatoires](#) en apprentissage
- Le [rapprochement CFA – Rectorat](#)
- La [transmission des conventions](#) de formation
- Les [emplois du temps](#) des apprentis
- Les [volumes horaires minimum](#) d'enseignement en CFA

PRÉCISIONS

1. Les principales sources

Un lien très utile : data.education.gouv.fr, la liste des diplômes professionnels du Ministère de l'Education nationale en open data (avec possibilités de tri, export, ...). Le fichier permet de contrôler l'exactitude de l'intitulé de chaque diplôme, la date de la 1ère session, la date de la dernière session avant rénovation ...).

Les sites nationaux et académiques de référence (liste non exhaustive)

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - La page Eduscol du site du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse consacrée aux diplômes professionnels de niveau 3 et 4 : une page de référence régulièrement mise à jour qui donne accès : <ul style="list-style-type: none"> o aux arrêtés de création et aux référentiels de toutes les spécialités de CAP, de baccalauréats professionnels, de BMA, de brevets professionnels et de mentions complémentaires (dénommées certificats de spécialisation à partir du 1er janvier 2025) de niveau 3 et 4. o aux textes réglementaires de référence sur les diplômes professionnels du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse de niveau 3 et 4 - Une page regroupant les référentiels de BTS existe sur le site du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - France compétences : Préconisations relatives à l'évaluation des compétences professionnelles (Octobre 2021). - Eduscol : documents de références sur l'ensemble des diplômes Professionnels - Site National Sciences et Techniques Industrielles - CRCM-TL : site pour les BTS mercatique (NDRC, MCO, CSST, CI, Communication...) et transport logistique - Le CRCOM – réseau national de ressources pédagogiques (BTS GPME, SAM, ... management, économie-droit, CEJM) - Cerpeg : Centre national de ressources pour l'enseignement professionnel en économie et gestion - Site National pour l'Hôtellerie Restauration CRNHR - Site National pour l'Alimentation CRNMA - Site national de travail en groupes et de partage de ressources VIAEDUC (adresse académique requise ou possibilité d'invitation ou accès depuis le site Canopé)
Recherche par domaines, diplômes, thématique pédagogique - Mathématiques et sciences physiques voie professionnelle - Prévention /Santé Environnement voie Professionnelle - Histoire-Géographie - Lettres / Site national / Programmes et ressources en français voie professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> - Académie d'Aix-Marseille :
Le portail académique vers tous les sites pédagogiques académiques, y compris les liens vers les sites nationaux.
Le portail tertiaire économie gestion en lycée - Académie de Nice
Le portail disciplinaire dans l'académie de Nice |
|--|--|

Focus sur les enseignements généraux

Les programmes et ressources nécessaires à la construction des parcours sont à chercher hors des périmètres des référentiels sur le site : <https://eduscol.education.fr/94/j-enseigne-au-lycee-professionnel>

Il est important de noter que les épreuves et règlements d'examen des épreuves de l'enseignement général des **CAP et des baccalauréats professionnels** ont été entièrement redéfinis par de nouveaux textes réglementaires :

- [Arrêté du 30 août 2019](#) fixant les unités générales du certificat d'aptitude professionnelle et définissant les modalités d'évaluation des épreuves d'enseignement général

- [Arrêté du 17 juin 2020](#) fixant les unités générales du baccalauréat professionnel et définissant les modalités d'évaluation des épreuves ou sous-épreuves d'enseignement général
- De même, en Brevet professionnel, le texte de référence est l'arrêté du 3 mars 2016.
- Il faut noter la modification des programmes d'enseignement et les modalités des épreuves de [mathématiques](#), de [sciences physiques et chimiques](#), mais également d'expression et connaissance du monde et de langue vivante des classes préparatoires au brevet professionnel ([BO n°30 du 29 juillet 2021](#)).
- A noter la modification de la définition des épreuves et des règlements d'examen des unités d'enseignement général de physique - chimie (applicable à partir de la session 2023) - [Arrêté du 5-10-2021 - JO du 16-10-2021](#)
- Pour les **BTS**, il convient de se référer aux bulletins officiels fixant le contenu des programmes et des épreuves.
- Deux exemples
- Objectifs, contenus de l'enseignement et référentiel des capacités du domaine de la culture générale et expression pour le BTS - [BO n° 47 du 21 décembre 2006](#)
 - [Arrêté du 15 février 2018](#) portant définition du programme et de l'épreuve de « culture économique, juridique et managériale » communs à plusieurs spécialités de brevet de technicien supérieur
 - [Arrêté du 13 juillet 2023](#) relatif aux objectifs et contenus de l'enseignement de culture générale et expression, aux compétences travaillées et à la définition de l'épreuve de culture générale et expression du brevet de technicien supérieur – applicable à la RS23 (1^{ère} session : 2025).

2. Les enseignements obligatoires en apprentissage

- Dès l'instant où le CFA propose un diplôme de l'Education nationale, il est tenu de s'inscrire dans la transformation de la voie professionnelle, qui a conduit à une refonte des modalités de formation dans les diplômes professionnels.
- Pour mémoire, l'Etat a procédé à la reconstruction totale du système de formation professionnelle et de l'apprentissage à partir des besoins des jeunes, des actifs et des entreprises.
- La transformation de la voie professionnelle résulte :
- d'un processus de concertation nationale autour de l'apprentissage, la formation professionnelle et l'assurance chômage lancé en novembre 2017 en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère du Travail,
 - et d'une mission sur l'avenir de la voie professionnelle lancée en octobre 2017.
- Les deux processus ont abouti,
- pour l'une à la publication le 22 février 2018 d'un rapport co-signé par Céline Calvez et Régis Marcon : « Transformer le lycée professionnel – Former les talents aux métiers de demain »,
 - pour l'autre à la promulgation de la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » le 5 septembre 2018 visant une transformation de grande ampleur de la formation professionnelle, initiale (scolaire et apprentissage) et continue, pour une mise en œuvre pleinement opérationnelle à l'échéance 2021.
- Cette transformation a mis en avant de nouveaux dispositifs pédagogiques (comme le chef d'œuvre, la co-intervention, l'accompagnement renforcé, ...). **Ces dispositifs sont par principe vecteurs de cette transformation et les CFA ne peuvent s'en dessaisir.**
- Extrait de la fiche « [Contrat d'apprentissage VS Contrat de professionnalisation](#) »
- « Spécificités de la mise en œuvre de diplômes de l'Éducation nationale en apprentissage »**
- Obligation d'intégrer dans les maquettes pédagogiques de la formation, les dispositifs issus de la transformation de la voie professionnelle (Réalisation de projet / Co-intervention / Consolidation des acquis et accompagnement personnalisé / Modules d'insertion professionnelle ou de poursuite d'études)
- Conseil à destination des équipes pédagogiques :*
- Consulter les vade-mecum publiés pour accompagner la transformation de la voie professionnelle (CAP et Baccalauréat professionnel) – accessibles sur le site Eduscol [en cliquant directement ici](#).*

- Obligation d'inscrire les apprentis à l'ensemble des épreuves obligatoires à l'examen. C'est le cas du Chef d'œuvre ou encore de l'EPS en CAP et en baccalauréat professionnel.
Pour plus de précisions, se reporter à la fiche ressource « [Maquettes pédagogiques en apprentissage](#) ».
A noter : les activités de projet succèdent au chef d'œuvre dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle.
Attention : Les apprentis, quelle que soit leur modalité de formation, ont l'obligation de passer l'épreuve du projet. Ils ne sont pas considérés comme des candidats individuels et ne sont donc pas dispensés de cette épreuve. C'est le cas par exemple des apprentis qui suivent une formation 100% à distance. Une note est attendue de la DGESCO.
- Obligation de penser l'apprentissage dans sa dimension de formation initiale, ce qui suppose de ne pas limiter les enseignements exclusivement au domaine professionnel (ou donnent une part prépondérante au domaine professionnel au détriment du domaine général), mais ouvrent l'apprenti à des compétences plus transversales (notamment les « soft skills » très recherchés par les entreprises) qui nourrissent le futur professionnel et le citoyen.
Les maquettes pédagogiques des CFA donneront de ce fait une place au moins égale au volume d'enseignement professionnel.
Plus encore, le Ministère de l'Education nationale, propose depuis la rentrée 2015, que chaque apprenant de l'école au lycée (et donc au CFA ...) mette en œuvre un parcours éducatif permettant l'acquisition progressive de connaissances et de compétences qui s'accroissent tout au long de son cheminement en formation initiale.
Pour plus de précisions, se reporter à la fiche ressource « [Maquettes pédagogiques](#) »

3. Le rapprochement à opérer du CFA auprès du Rectorat

Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) : « Aucune offre de formation en apprentissage ne peut être proposée par un CFA sans qu'il n'ait pris l'attache du certificateur du diplôme ou du titre visé. Le certificateur est le seul compétent pour délivrer l'information requise sur les référentiels de formation, les modalités d'évaluation et le passage des examens ».

4. La transmission de la convention de formation au Rectorat, accompagnée de la liste des formateurs et leurs CV

[Article L6353-1](#) du Code du travail

« Les actions de formation professionnelle mentionnées à l'article [L. 6313-1](#) sont réalisées conformément à un programme préétabli qui, en fonction d'objectifs déterminés, précise le niveau de connaissances préalables requis pour suivre la formation, les moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement mis en œuvre ainsi que les moyens permettant de suivre son exécution et d'en apprécier les résultats.

La formation peut être séquentielle.

Elle peut s'effectuer en tout ou partie à distance, le cas échéant en dehors de la présence des personnes chargées de l'encadrement. Dans ce cas, le programme mentionné au premier alinéa précise :

1° La nature des travaux demandés au stagiaire et le temps estimé pour les réaliser ;

2° Les modalités de suivi et d'évaluation spécifiques aux séquences de formation ouverte ou à distance ;

3° Les moyens d'organisation, d'accompagnement ou d'assistance, pédagogique et technique, mis à disposition du stagiaire.

A l'issue de la formation, le prestataire délivre au stagiaire une attestation mentionnant les objectifs, la nature et la durée de l'action et les résultats de l'évaluation des acquis de la formation ».

[Article R6223-12](#) du Code du travail : « Dès sa conclusion, la convention est adressée par l'employeur au directeur du centre de formation d'apprentis, à l'organisme en charge du dépôt ainsi que, le cas échéant, à la mission chargée du contrôle pédagogique mentionnée à l'article [R. 6251-1](#) ».

[Article L. 6351-1](#) du Code du travail : « Toute personne qui réalise des actions prévues à l'article [L. 6313-1](#) dépose auprès de l'autorité administrative une déclaration d'activité, dès la conclusion de la première convention de formation professionnelle ou du premier contrat de formation professionnelle, conclus respectivement en application des articles [L. 6353-1](#) et [L. 6353-3](#). L'autorité administrative procède à l'enregistrement de la déclaration sauf dans les cas prévus par l'article [L. 6351-3](#) ».

Pour rappel, le CFA a l'obligation de déposer auprès de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région (DREETS) une déclaration d'activité, dans les 3 mois suivant la conclusion de la première convention de formation professionnelle ou du premier contrat de formation professionnelle. Cette convention est accompagnée de la liste des formateurs qui interviennent dans la réalisation de l'action avec la mention de leurs titres et qualités, du lien entre ces titres et qualités et la prestation réalisée, ainsi que la copie des CV de chacun des formateurs désignés dans la convention, en mentionnant le lien contractuel qui les rattache à l'organisme (CDI, CDD, Prestation de service...).

5. Les emplois du temps des apprentis

Un emploi du temps décomposé en disciplines d'enseignement ne répond pas aux attentes du Ministère certificateur. Plus de détail dans la fiche ressource « [Maquettes pédagogiques](#) ».

A noter : des dispositions particulières s'appliquent aux candidats inscrits sous le statut de « candidat libre », et aux stagiaires de la formation professionnelle. Plus de détail dans la fiche ressource sur les [différences](#) entre les deux contrats d'apprentissage.

6. Les volumes horaires minimum d'enseignement en CFA

Plus de détail dans la fiche ressource correspondante ([Positionnement pédagogique en apprentissage](#)).

Les principaux sujets de préoccupation (extrait de la [Foire aux questions](#) régionale)

Contenu à intégrer prochainement.